



Pour diffusion immédiate – 3 décembre 2015, 16h00 CET

La grande arnaque du réchauffement climatique

L'ISP revient sur la récente divulgation d'un texte relatif à l'ACS, qui limite le contrôle de l'Etat sur les ressources naturelles

A l'heure où les Chefs d'Etat s'apprêtent à négocier un accord international à Paris contre le réchauffement de la planète, leurs négociateurs sur le commerce se réunissent quant à eux à Genève afin de mettre sur pied, dans le plus grand secret, un nouvel accord de libre-échange qui pourrait venir renforcer l'exploitation des énergies fossiles et exacerber le changement climatique.

Alors que [Wikileaks vient de divulguer une nouvelle série de textes](#) provenant de l'Accord secret sur le commerce des services (ACS), [l'Internationale des Services Publics \(ISP\)](#) et [l'International Forum on Globalisation \(Forum international sur la mondialisation\)](#) publient aujourd'hui la toute première analyse du projet d'Annexe sur les services liés à l'énergie, afin d'éclairer les discussions de la COP 21, la conférence internationale sur le climat.

De l'Australie à la Suisse, en passant par les Etats-Unis et l'Europe, les 23 négociateurs de l'ACS débattent des clauses contraignantes « privant les législateurs du droit de différencier le solaire du nucléaire, l'énergie éolienne du charbon, ou le géothermique de la fracturation hydraulique », en instaurant un principe de « neutralité technologique ». Il semble que la rencontre, qui se tient à Genève du 30 novembre au 4 décembre, poursuivra les débats sur les « Services environnementaux », un point qui avait déjà été discuté au mois d'octobre.

D'après Victor Menotti, auteur de cette étude, ce projet d'Annexe entend « réduire la souveraineté des Etats au regard des ressources énergétiques, en contraignant les gouvernements à mettre en place des marchés libres pour les fournisseurs étrangers de services liés à l'énergie, les privant ainsi de leur droit de tirer les bénéfices de l'exploitation des ressources énergétiques au niveau national ».

D'après le [site Web dédié au commerce](#) de la Commission européenne, « l'UE tentera de mettre fin à la discrimination à l'encontre des fournisseurs étrangers de services environnementaux. Cela implique de faire tomber les barrières existantes – pas uniquement de s'abstenir de mettre en place de nouvelles restrictions. »

« C'est la grande arnaque du changement climatique. A l'heure où des objectifs modestes sont actuellement débattus dans la capitale française, les moyens de les atteindre sont quant à eux négociés à Genève dans l'intérêt des plus grandes entreprises de la planète », a déclaré Rosa Pavanelli, la Secrétaire générale de l'ISP. « Les raisons pour lesquelles nos gouvernements cherchent à dissimuler ces négociations en les menant dans le plus grand secret, apparaissent de plus en plus évidentes. »

Rosa Pavanelli a appelé les gouvernements à publier l'intégralité des textes. « Il est scandaleux de devoir compter sur Wikileaks pour nous tenir au courant de ce que nos gouvernements trament en notre nom. »

Par le passé, l'ISP avait déjà publié une étude démontrant de quelle façon l'ACS va [pérenniser les privatisations manquées en empêchant l'Etat d'en reprendre le contrôle](#), et dans quelle mesure il [limitera la capacité des gouvernements à réglementer](#).

FIN

Plus d'informations :

- Contact : Vittorio Longhi, Conseiller en communications de l'ISP, vittorio.longhi@world-psi.org
- [Documents Wikileaks](#)
- Analyse de l'ISP « [The Free Fracking Agreement – Proposed TISA Annex on Energy Related Services](#) »